

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) Commun à tous les lots

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

2021-013- : MISE EN PROPRETE DES LOCAUX ET
ESPACES DE L'UNIVERSITE PARIS NANTERRE

Appel d'offre ouvert passé selon la
technique d'accord-cadre en
application des articles L.2124-1,
R.2124-1, L.2124-2, R.2124-2 1° et
des articles L.2125-1 1°, R.2162-2 2°,
R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la
Commande Publique

Sommaire

ARTICLE 1 – OBJET – ETENDUE DE LA PRESTATION	5
1.1 Objet du marché	5
1.2 Lieu d'exécution des prestations	5
1.3 Définition de la mission	5
1.4 Etendue de la mission	5
1.5 Définition des intervenants	5
1.6 Forme des notifications et communication avec le Titulaire	6
ARTICLE 2 – PROCEDURE ET FORME DU MARCHE	6
2.1 Procédure du marché	6
2.2 Forme du marché	6
2.4 Tranches	7
2.5 Variantes	7
2.5.1 Variantes à l'initiative des soumissionnaires	7
2.5.2 Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur	7
2.6 Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)	7
ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHE	7
ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
4.1 Ordre de priorité	7
4.2 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles	8
4.3 Pièces à remettre au titulaire	8
ARTICLE 5– SUJETIONS RESULTANT DE L'EXPLOITATION	8
ARTICLE 6– SUJETIONS RESULTANT DU LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 7–PERIMETRE D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 8 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE	9
ARTICLE 9 – OBLIGATIONS A LA CHARGE DU TITULAIRE	9
9.1 Exécution des prestations	9
9.2 Conformité aux normes	10
9.3 Obligations générales du Titulaire quant à son personnel	10
9.4 Liste nominative du personnel / procédure d'accréditation	12
9.5 Titre d'accès	12
9.6 Visites Médicales	12
9.7 Vêtements de travail- Protection	12
9.8 Sécurité du personnel	12
9.9 Habilitation-Certification	13
9.10 - Respect des règles d'hygiène et de sécurité	13
ARTICLE 10 - SERVICE MINIMAL EN CAS D'ARRET DE TRAVAIL	13
ARTICLE 11 - PLAN DE CONTINUATION DES ACTIVITES – PLAN DE SECOURS	14

ARTICLE 12 - ARTICLE 7 DE LA CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES ENTREPRISES DE PROPRIETE	14
ARTICLE 13 - FORMATION DES PERSONNELS	14
ARTICLE 14 - INSERTION SOCIALE	15
14.1 - Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale	15
14.2 - La durée d'éligibilité des publics et la comptabilisation des heures	15
14.3 - Les modalités de mise en œuvre	16
14.4 - La globalisation des heures d'insertion	16
14.5 - Les modalités de contrôle	17
ARTICLE 15 - INGENIERIE SOCIALE	17
ARTICLE 16 - LES LOCAUX MIS A DISPOSITION	17
ARTICLE 17 - ATTESTATIONS LEGALES	18
ARTICLE 18 - TRAVAILLEURS ETRANGERS – TRAVAILLEURS D'APTITUDE PHYSIQUES RESTREINTES	18
ARTICLE 19 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES	19
19.1 - Responsabilités	19
19.2 - Responsabilités pour dommages de toute nature (accidents, vols,)	20
19.3 - Accidents survenant à l'occasion de l'utilisation du matériel appartenant à l'UPN	20
19.4 - Dégâts des eaux	20
19.5 - Assurances	20
ARTICLE 20 - RAPPORTS HIERARCHIQUES DU PERSONNEL	21
ARTICLE 21 - SOUS TRAITANCE	21
ARTICLE 22 - EVOLUTION DES PRESTATIONS	22
22.1 - Augmentation et diminution définitives des prestations	22
22.2 - Suspension du Marché	23
ARTICLE 23 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	23
ARTICLE 24 - CAS PARTICULIER CONCERNANT LES MOYENS HUMAINS IMPOSES	23
ARTICLE 25 - CAS PARTICULIER CONCERNANT LES FOURNITURES SANITAIRES	23
ARTICLE 26 - VERIFICATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	24
26.1 - Vérifications et contrôles	24
26.2 - Admission	24
ARTICLE 27 - PLAN DE PROGRES	24
27.1 - Démarche générale et volontaire du Titulaire	24
27.2 - Organisations de travail sur sites	24
ARTICLE 28 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	24
28.1 - Contenu des prix	24
28.2 - Modalités de détermination des prix	25
28.3 - Révision des prix	25
Article 29 – Règlement financier	26
29.1 Rythme de facturation	26

29.2 Modalité de facturation	26
29.3 Intérêts moratoires	28
29.4 Avances	29
29.5 Clôture budgétaire.....	29
ARTICLE 30 - PENALITES.....	29
30.1 - Pénalités liées à l'inexécution totale ou partielle des prestations.....	29
30.2 - Pénalités pour retard d'exécution des prestations.....	30
30.3 - Pénalités liées à l'inexécution des prestations de vitrerie	30
30.4 - Pénalités liées à la non mise en place des moyens humains attendus	30
30.5 - Pénalités liées à la rupture des consommables sanitaires	31
30.6 - Pénalités pour manquement suite aux contrôles de la qualité	31
30.7 - Pénalités liées à l'absence de représentant du Titulaire	31
30.8 - Pénalités pour retard de fourniture de documents	31
30.9 - Pénalités pour retard de dotation en matériel.....	31
30.10 - Pénalités pour non-respect des engagements en matière de développement durable	31
ARTICLE 31 - DEFAILLANCE DU TITULAIRE	33
ARTICLE 32 - RESILIATION	33
ARTICLE 33 - CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE	34
ARTICLE 34 - TOLERANCE	34
ARTICLE 35 - CONFIDENTIALITE	34
ARTICLE 36 - DROIT D'USAGE DES DOCUMENTS	35
ARTICLE 37 - COMMUNICATION	35
ARTICLE 38 - NON SOLLICITATION DES PERSONNELS DU TITULAIRE.....	35
ARTICLE 39 - REMISE DES DOCUMENTS PAR LE TITULAIRE	35
ARTICLE 40 – LITIGES	38
40.1– Règlement à l'amiable.....	38
40.2 – Règlement à juridictionnel.....	38
ARTICLE 41 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	38

ARTICLE 1 – OBJET – ETENDUE DE LA PRESTATION

1.1 Objet du marché

Le marché a pour objet la mise en propreté des locaux et espaces gérés par l'Université Paris Nanterre (UPN), les bâtiments de sport du campus de Nanterre et l'Institut Universitaire de Technologie (IUT) incluant la vitrerie, la fourniture des équipements sanitaires et des consommables associés.

1.2 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations seront exécutées sur les sites suivants :

Pour le lot 1 :

-Campus de Nanterre
200, avenue de la République
92001 Nanterre Cedex

-Campus de Saint Cloud - L'IUT du Pôle des Métiers du Livre,
11 avenue Pozzo Di Borgo
92 210 Saint Cloud.

Pour le lot 2 :

IUT de Ville d'Avray
50 Rue de Sèvres
92410 VILLE D'AVRAY

Pour le Lot 3 :

SUAPS
Campus de Nanterre
Bâtiments de Sports
200 Avenue de la République
92001 Nanterre Cedex

1.3 Définition de la mission

La mission consiste en un ensemble de prestations courantes, ponctuelles et exceptionnelles de nettoyage sur tous les sites de l'Université Paris Nanterre, conformes aux préconisations et description du Cahier des Charges Techniques et Fonctionnelles (CCTF) et de ses annexes.

En tant que professionnel du nettoyage, le Titulaire devra s'adapter à la spécificité des locaux (configuration et usages) et gérer les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à une qualité optimale de la prestation.

1.4 Etendue de la mission

Le CCTF et ses annexes précisent les contraintes d'exploitation et détaillent d'une part, l'étendue des prestations et d'autre part, les préconisations d'entretien.

1.5 Définition des intervenants

L'Université Paris Nanterre est le Client, le représentant du Pouvoir Adjudicateur et dénommé ci-après « UPN ».

Le « Titulaire » est le prestataire de services qui conclut le marché avec le Client.

Le Titulaire désigne, dès la notification du marché, un responsable ayant qualité pour le représenté vis-à-vis de l'UPN ou de son représentant. Ce responsable est désigné dans le dossier par le terme « représentant du Titulaire »

1.6 Forme des notifications et communication avec le Titulaire

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG-FCS, lorsque la notification d'une décision ou communication de l'entité adjudicatrice doit faire courir un délai, ce document est notifié au Titulaire soit à son adresse indiquée dans le marché par lettre recommandée avec accusé de réception postal ou par mail avec accusé de réception, soit directement à lui-même ou à son représentant qualifié. Dans le cas d'une remise directe, la notification est constatée par un reçu ou un émargement donné par l'intéressé.

Les communications du Titulaire avec la personne publique auxquelles il entend donner date certaine sont, soit adressées par lettre recommandée avec accusé de réception postal soit remises contre récépissé au représentant de l'UPN chargé du suivi du marché.

L'avis de réception ou bien le reçu ou l'émargement donné par le destinataire font foi de la notification. La date de l'avis de réception postal ou du récépissé est retenue comme date de remise de la décision ou de la communication.

ARTICLE 2 – PROCEDURE ET FORME DU MARCHE

2.1 Procédure du marché

Il s'agit d'un appel d'offre ouvert, utilisant la technique d'achat de l'accord-cadre, passé en application des articles L.2124-1, R.2124-1, L.2124-2, R.2124-2 2° et l'article L.2125-1 1° du Code de la Commande Publique (« CCP »).

2.2 Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande qui comporte pour

- une partie à prix global et forfaitaire
- une partie à bons de commande sans minimum ni maximum pour les prestations ponctuelles

2.3 Allotissement

Les prestations sont réparties en 3 lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

Lot N°1 : Mise en propreté des locaux et espaces pour le Campus de Nanterre et le pôle de Saint-Cloud

•Campus de Nanterre

Un ensemble de 20 bâtiments pour environ 150 000 M² au sol à entretenir

•Pôle de Saint-Cloud

Un bâtiment pour environ 2800 M² au sol à entretenir

Lot N°2 : Mise en propreté des locaux et espaces pour l'IUT de Ville d'Avray

•IUT de Ville d'Avray

Un ensemble de 10 bâtiments pour environ 11 400 M²

Lot N°3 : Mise en propreté des locaux et espaces pour le SUAPS

•SUAPS

Bâtiments de Sports – Campus de Nanterre
Trois bâtiments pour environ 6 830 M² au sol à entretenir

Les candidats peuvent présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

2.4 Tranches

Sans objet

2.5 Variantes

2.5.1 Variantes à l'initiative des soumissionnaires

Les variantes telles que prévues aux articles **R 2151-8 et R 2151.10** ne sont pas autorisées.

2.5.2 Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur

Sans objet.

2.6 Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)

Sans objet.

ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu à compter de la date du **2 juin 2021** ou à une date ultérieure si elle est supérieure à sa notification.

La durée du marché est de douze (12) mois à compter de la date de commencement d'exécution des prestations, renouvelable trois (3) fois par période de douze (12) mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

La reconduction du marché est tacite, le titulaire ne pouvant s'y opposer.

L'Université peut cependant décider de ne pas reconduire le marché. La décision de non-reconduction du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins un (1) mois avant la date d'expiration du marché.

La non-reconduction appliquée dans les conditions sus énoncées ne saurait être considérée comme une résiliation et ne donnera lieu à aucune indemnité.

Le titulaire sera tenu de ses obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration du marché et/ou du dernier bon de commande émis, et au-delà, si nécessaire, pour les obligations afférentes à la confidentialité notamment.

ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

4.1 Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

- Acte d'engagement ;
- Les annexes financières à l'AE (DPGF et le BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Le Cahier des Clauses Techniques et Fonctionnel commun à tous les lots et ses annexes :
 - Annexe 1 au CCTF : Préconisations d'entretien – Lot N°1
 - Annexe 1 au CCTF : Préconisations d'entretien – Lot N°2
 - Annexe 1 au CCTF : Préconisations d'entretien – Lot N°3
 - Annexe 2 au CCTF : Guide méthodologie (commune aux 3 lots)
 - Annexe 3 au CCTF : Stratégie de l'Audit Qualité (commune aux 3 lots)
 - Annexe 4 au CCTF : Tableau descriptif des surfaces par lot et par bâtiment
- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fourniture courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 19 janvier 2009 et l'ensemble des textes qui le modifie ;
- La Convention Collective Nationale des Entreprises de Propreté et Services Associés du 26 juillet 2011 (IDCC 3043) ses avenants et accords « attachés »
- L'offre technique du titulaire.

Seuls les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'administration font foi.
En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel sont énumérées ci-dessus.

4.2 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figuraient dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'université et le titulaire préalablement à la signature du présent marché. L'exemplaire original de ces documents conservé dans les archives de l'université fait seul foi.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

4.3 Pièces à remettre au titulaire

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification du marché comprend une copie de l'acte d'engagement et de ses annexes financières délivrées sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

Les CCAP et CCTF du présent marché pourront être retransmis par courriel (à l'adresse suivante : marche.publics@liste.parisnanterre.fr) au titulaire sur simple demande, sans frais. Le titulaire conserve une copie de son offre technique. Il ne lui sera pas délivré de copie.

Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire, sur demande écrite, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

Le CCAG-FCS est consultable sur le site :
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020407115&categorieLien=id>

ARTICLE 5– SUJETIONS RESULTANT DE L'EXPLOITATION

Les prestations devront être effectuées sans perturber le fonctionnement des installations actuelles. Le Titulaire devra respecter les contraintes qui lui seront imposées par l'UPN et notamment celles liées à la tenue des enseignements.

ARTICLE 6– SUJETIONS RESULTANT DU LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le Titulaire est réputé connaître la nature des lieux.
Le Titulaire sera dans tous les cas entièrement responsable vis-à-vis de l'UPN, de tout accident pouvant survenir du fait de ses prestations.

ARTICLE 7–PERIMETRE D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le Titulaire est informé que des travaux seront réalisés au sein des lots 1, 2 et 3. Eu égard à la nature de ces travaux, l'UPN se réserve le droit d'adapter les modalités d'exécution et les volumes de la prestation afin de tenir compte de toute contrainte ou de tout impératif survenant du fait desdits travaux.

L'UPN se réserve le droit de modifier la nature des revêtements des surfaces sans pour autant modifier les conditions financières d'exécution du marché.

L'UPN s'engage à informer le Titulaire, trois mois avant la fermeture ou l'ouverture de bâtiment et donc des modifications des parties à nettoyer. Des avenants selon les modalités financières indiquées dans le BPU seront établis en conséquence.

ARTICLE 8 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le Titulaire devra respecter l'ensemble des dispositions prévues dans le CCTF et ses annexes.

Le Titulaire désigne les responsables de la conduite et de l'exécution des prestations qui devront recevoir l'agrément de l'UPN, conformément aux dispositions décrites dans le CCTF et ses annexes.

Les prestations correspondant à la partie forfaitaire pour le nettoyage courant, s'exécutent à compter de la date mentionnée au présent CCAP et en dernier ressort dans l'Acte d'Engagement et conformément aux fréquences et délais d'exécution précisés dans le CCTF et ses annexes.

En dehors des travaux définies dans les CCTF et leurs annexes, les prestations d'entretien ponctuel et d'entretien exceptionnel à bons de commandes (vitrierie en hauteur par exemple) s'exécutent par émission de bons de commandes successifs, au fur et à mesure des besoins de l'UPN. Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché et n'excéderont pas 3 mois. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché. L'UPN ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution des marchés se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

ARTICLE 9 – OBLIGATIONS A LA CHARGE DU TITULAIRE

9.1 Exécution des prestations

Les préconisations continues et courantes d'entretien sont présentées au niveau du CCTF et de son annexe 1.

Le Titulaire confirme que les solutions proposées sont conformes aux normes françaises, aux réglementations et aux arrêtés en vigueur à la date de signature du Marché pour l'ensemble des prestations couvertes par la consultation.

Le Titulaire s'engage à tenir compte également des décrets et/ou règlements concernant les prestations qui pourraient être publiés postérieurement aux présents documents, en fonction des règles et délais d'application qui y seraient imposés.

Le fait de ne pas énumérer la totalité des normes et règlements dans les différents documents contractuels, ne pourra être pris pour argument d'ignorance par le Titulaire, celui-ci étant réputé les connaître, du seul fait de son état.

Le Titulaire est seul responsable vis-à-vis de ses fournisseurs et de son personnel. Il garantit expressément l'UPN de tout recours de ce fait.

Le Titulaire ne peut élever aucune réclamation fondée sur la présence d'autres entreprises dans les locaux à entretenir, pas plus qu'il ne doit leur causer une gêne en dehors des nécessités de ses propres prestations.

Le Titulaire s'engage à exécuter l'ensemble des prestations définies au niveau du CCTF et de ses annexes.

Sa responsabilité est engagée en cas de dommages résultant de la violation des règles afférentes à sa profession. A cet égard, le Titulaire prend seul en charge les éventuels recours qui pourraient être engagés sur ce fondement, sans pouvoir engager la responsabilité de l'UPN à quelque titre que ce soit.

Pour mémoire l'activité du Titulaire est soumise notamment :

- Au Code du Travail,
- À la Convention Collective Nationale des Entreprises de Propreté (N°3173)
- Aux règles et décrets concernant l'hygiène et la sécurité

Les normes et référentiels généralement appliquées sont :

- NF X 50 790 - Lexique de la Propreté
- ISO 9001 : 2000
- ISO 14001 : 2004
- OHSAS 18001 (Système de Management de la Santé-Sécurité au Travail)

9.2 Conformité aux normes

Le matériel utilisé devra être conforme aux normes de sécurité électrique (électrification et chauffage) en vigueur en France. Il présentera une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Il devra être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du Code du Travail.

Tout élément du matériel sera accompagné de sa documentation technique complète en langue française, en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation.

9.3 Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

Le Titulaire se conforme aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur le site universitaire, et plus généralement à toutes instructions qui lui seraient données par les responsables de l'UPN.

Il prend le même engagement en ce qui concerne son personnel et ses sous-traitants éventuels, auxquels il est tenu de donner toutes instructions.

Le Titulaire se conforme notamment :

- Aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- Au décret n° 92.158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure,
- Aux règlements édictés par l'UPN en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité.

Le personnel du Titulaire doit faire preuve à tout instant d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers. L'usage des matériels et des équipements contenus à l'intérieur des locaux et espaces de l'UPN lui est interdit ; c'est le cas notamment des appareils de téléphone, de télécopie, de télex, des machines à photocopier, à reproduire, des ordinateurs ainsi que de tous les consommables de bureaux tels que papiers, cartouches, notamment. Cette disposition ne concerne pas les matériels, équipements et consommables strictement nécessaires à l'exécution des prestations objet du présent Marché.

Si l'UPN constate qu'un agent de service du Titulaire cause un trouble au sein de ses locaux et espaces, ou commet une violation des règles énoncées au présent Marché, l'UPN se réserve le droit de lui refuser l'accès à ses locaux et espaces. Le Titulaire s'engage alors à remplacer l'agent afin d'assurer l'exécution du Marché dans les conditions initialement prévues, sans que le Titulaire ne puisse engager la responsabilité de l'UPN à quelque titre que ce soit.

9.3.1 Liberté religieuse dans l'entreprise du Titulaire

L'UPN rappelle,

- D'une part que le Titulaire ne peut pas interdire à ses salariés d'avoir des convictions religieuses. A ce titre, toute sanction, mesure discriminatoire ou licenciement justifié par l'appartenance religieuse des salariés est illégal ;
- D'autre part, que le Titulaire ne peut pas interdire, de façon générale et absolue à ses salariés, le droit d'exprimer sa religion dans son entreprise.

L'UPN engage le Titulaire à poser certaines limites justifiées par la nature des travaux à accomplir et proportionnées au but recherché.

Une revendication liée à la religion (autorisation d'absence pour fêtes, demande d'aménagement du temps de travail pour les prières...) ne peut pas s'imposer face aux nécessités du bon fonctionnement de l'organisation du Titulaire sur sites et du résultat attendu par l'UPN des prestations confiées au Titulaire.

La pratique religieuse du salarié du Titulaire doit être compatible avec ses horaires, le respect des lieux de travail et les tâches qui lui sont confiées.

Le Titulaire peut restreindre le droit d'expression religieuse du salarié pour des raisons d'hygiène sanitaire, de santé ou de sécurité au travail.

C'est le cas, par exemple, en cas d'incompatibilité entre le port d'un signe religieux et d'un équipement obligatoire de protection ou en cas de risques accrus par le port de vêtements ou d'insignes non adaptés. C'est le cas également pour les visites médicales obligatoires auquel le salarié ne peut pas se soustraire.

9.4 Liste nominative du personnel / procédure d'accréditation

Le Titulaire devra fournir dans le délai fixé à l'article 38 du présent CCAP, la liste nominative du personnel qui devra être tenue à jour à chaque variation pour l'obtention des autorisations d'accès aux locaux et espaces.

Cette liste comportera l'identité du personnel intervenant à quelque titre que ce soit dans les opérations faisant l'objet du présent Marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants éventuels dûment acceptés, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent Marché, le Titulaire s'engage à présenter le marché d'intérim de chaque employé.

9.5 Titre d'accès

Les agents de service et l'encadrement du Titulaire devront posséder un titre d'accès en cours de validité, et le porter de façon permanente et apparente. Le Titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'anticiper les délivrances ou renouvellements de ces badges d'accès.

9.6 Visites Médicales

Le Titulaire devra obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de sa période d'essai. Il soumettra, d'autre part, tout son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

9.7 Vêtements de travail- Protection

Le Titulaire fournit à l'ensemble des agents de service déployés, des vêtements professionnels adaptés à la taille de chacun et aux travaux à réaliser. Ces vêtements en quantité nécessaire et suffisante devront être nettoyés autant que nécessaire pour assurer une excellente présentation et image de marque.

Chaque vêtement professionnel sera identifié au logo du Titulaire.

En fonction de la technicité et de la dangerosité des prestations, le Titulaire dotera également les agents de service de chaussures de sécurité et de tout le matériel adapté pour assurer sa sécurité. Pour le personnel féminin, les chaussures ouvertes sont proscrites mais le port de sabots est toléré. Les agents intervenant dans les groupes sanitaires devront porter des gants.

D'une manière générale, tous les agents du Titulaire intervenant dans les locaux et espaces, y compris le personnel d'encadrement présent en permanence, devront porter une tenue et un insigne spécifique de leur entreprise.

Les agents qui interviennent exclusivement en journée pour le maintien en parfait état de propreté des locaux et espaces ouverts aux étudiants et personnels de recherches, enseignants et administratifs bénéficieront de tenues spécifiques dont le détail est exprimé dans l'Annexe 1 au CCTF.

9.8 Sécurité du personnel

Conformément à l'article L 4121-1 du Code du Travail, le Titulaire prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de ses salariés. Il respecte toutes les obligations mises à sa charge par les textes législatifs et réglementaires applicables en cette matière. Il ne pourra pas rechercher la responsabilité de l'UPN en cas d'accident survenant à l'un de ses salariés lors de l'exécution des prestations.

En ce qui concerne particulièrement l'entretien de la vitrerie difficile d'accès, le Titulaire et/ou son sous-traitant est/sont soumis au Décret 2004-924 relatif aux travaux en hauteur : Respect des articles R4323-61 à R4323-68 relatifs aux EPI, des articles R4323-69 à R4323-80 relatifs à l'utilisation d'échafaudages, des articles R4323-81 à R4323-88 relatifs à l'utilisation d'échelles ainsi que les articles R4323-89 à R4323-90 relatifs aux techniques sur cordes.

9.9 Habilitation-Certification

Le Titulaire s'engage à fournir en respectant les délais fixés au présent CCAP aux responsables concernés de l'UPN, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur les sites (conduite des appareils de levage, engins de manutention...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année.

Des contrôles de sécurité seront réalisés. En cas de non-respect de cette clause élémentaire de sécurité, chaque agent de service du Titulaire incriminé ne sera plus autorisé à pénétrer dans les locaux et espaces de l'UPN. Le Titulaire faisant son affaire du déplacement de(s) salarié(s) concerné(s).

Par ailleurs, une pénalité sera automatiquement émise dans ce cas, fixée à l'article 29.11 du présent CCAP.

L'UPN décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

Le Titulaire s'engage à prendre en compte les évolutions des installations et à former son personnel au regard de ces évolutions pour garantir la continuité du service.

9.10 - Respect des règles d'hygiène et de sécurité

Le Titulaire s'engage à respecter les règles d'hygiène et de sécurité auxquelles sont soumis les sites de l'UPN dans lesquels il intervient et qui sont appliquées conformément aux articles R 4511 -1 et suivants du Code du Travail et au décret n° 92-158 du 20 février 1992.

Un plan de prévention doit être établi. La rédaction de ce plan est effectuée après une visite commune des locaux concernés, conjointement par l'UPN et le Titulaire. Ce document est signé par les deux parties. Le délai pour la signature de ce plan est précisé à l'article 38 du présent CCAP. Ce plan de prévention est validé chaque année.

ARTICLE 10 - SERVICE MINIMAL EN CAS D'ARRET DE TRAVAIL

En cas de grève et/ou conflit social du personnel du Titulaire, celui-ci devra garantir la continuité opérationnelle du service à ses frais exclusifs.

La grève du personnel du Titulaire ne peut en aucun cas constituer un cas de force majeure ou d'imprévision permettant l'indemnisation du Titulaire par l'UPN.

Il est expressément demandé au Titulaire :

1. D'anticiper la gestion de crise en évaluant en permanence les risques de conflit social,
2. De mettre en œuvre le cas échéant des méthodes et moyens de négociation,
3. De définir les modalités d'un plan de continuation des activités : avant conflit, en communiquant en temps réel à l'UPN des informations sur le futur conflit et son ampleur ; pendant le conflit, en mettant en œuvre une organisation opérationnelle pour assurer la continuité du service en particulier et en priorité au niveau de la partie ouverte au public et en poursuivant les négociations ; après conflit, en établissant un rapport de fin de crise qui sera transmis à l'UPN.

ARTICLE 11 - PLAN DE CONTINUATION DES ACTIVITES – PLAN DE SECOURS

Différentes causes peuvent être à l'initiative du déclenchement du PCA. Citons par exemple, un incendie, un mouvement social...)

Le Titulaire présentera ses engagements au niveau du mémoire technique :

Dans tous les cas, l'UPN, souhaite voir très clairement détaillé les scénarios prévus par le Titulaire :

- Détail du mode dégradé et donc localisation des zones et prestations prioritairement traitées,
- Moyens mis en œuvre sur sites,
- Ressources disponibles hors sites,
- Organes de direction mobilisés pour répondre aux demandes,
- Liste des sanctions qui seront appliquées en cas de non-respect des dispositions prévues,
- Délai pour le recrutement de salariés tiers

Le plan de continuation des activités établi par le Titulaire devra être soumis à la validation de l'UPN dès la prise d'effet du présent Marché.

A défaut d'application du Plan de Continuation des Activités par le Titulaire, l'UPN se réserve le droit de recourir aux moyens de son choix pour garantir la continuité opérationnelle du service de propreté.

Un abattement sur facture sera dès lors appliqué au Titulaire, d'un montant correspondant aux frais engagés par l'UPN pour garantir la continuité du service.

ARTICLE 12 - ARTICLE 7 DE LA CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES ENTREPRISES DE PROPETE

La Convention Collective Nationale des Entreprises de Propreté et Services Associés précise en son article 7 les conditions de garantie d'emploi et de continuité de contrat de travail des personnels en cas de changement de prestataire. Ces dispositions devront être respectées à la lettre autant par l'entreprise sortante que par l'entreprise entrante.

En cas de changement de prestataire, l'UPN communiquera, à l'entreprise entrante, les coordonnées de l'entreprise sortante immédiatement après la notification.

En cas de changement de prestataire et de la même manière, pour application de l'article 3 de cette même annexe, l'UPN communiquera à l'entreprise sortante, les coordonnées de l'entreprise entrante afin que le transfert puisse intervenir dans les meilleures conditions et dans les meilleurs délais.

ARTICLE 13 - FORMATION DES PERSONNELS

Soucieux du bien-être des salariés, de leur épanouissement et de leur progression au sein de leur entreprise, l'UPN impose au Titulaire de mener une politique sociale et de formation ambitieuse.

Ainsi le Titulaire devra évaluer le personnel repris en vertu de l'article précédent et présentera à l'UPN les actions de formation qu'il compte engager afin d'assurer une meilleure qualité et cela dans le délai prévu à l'article 38 au présent CCAP.

Ces actions porteront sur l'acquisition de connaissances et compétences techniques ainsi que sur la mise en œuvre d'un programme d'alphabétisation.

ARTICLE 14 - INSERTION SOCIALE

L'UPN, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion impose une clause sociale d'insertion obligatoire.

Le Titulaire s'engage à partir de la seconde année, à ce qu'un recrutement sur deux liés à des vacances de postes ou à la création de nouveaux emplois, soient réservés à des personnes éligibles aux clauses sociales. A l'issue de chaque année d'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion est réalisé par le titulaire afin de rendre compte de l'évolution des personnes en insertion concernées et adapter si nécessaire les modalités de l'obligation d'insertion prévues au présent marché.

14.1 - Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale

- Les demandeurs d'emploi de longue durée inscrits au Pôle Emploi depuis plus de 12 mois ;
- Les allocataires du RSA demandeurs d'emploi ou bénéficiaires de l'Allocation Solidarité Spécifique (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de la pension d'invalidité ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- Les personnes prises en charge par les structures d'Insertion par l'Activité Economique définies à l'article L-5132-4 du code du travail ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers : les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Eco es de la deuxième chance (E2C).

14.2 - La durée d'éligibilité des publics et la comptabilisation des heures

14.2.1 La règle générale

A compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif pour une durée de vingt-quatre mois sous la réserve des conclusions de l'évaluation annuelle du parcours d'insertion et notamment celles relatives à ses acquis professionnels et socio-professionnels, par le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales d'insertion prévu, animé par le facilitateur et composé des organismes prescripteurs et des partenaires.

14.2.2 Modalités de transmission des candidatures et des offres par voie dématérialisée

Si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition, le Titulaire embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion au cours de la deuxième année, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant douze mois à compter de la date de signature du contrat à durée indéterminée.

Si une opération, un contrat, ou un marché présente une durée d'exécution supérieure à deux ans, les heures de travail réalisées par une même personne embauchée en contrat à durée indéterminée avant la fin des deux premières années d'exécution du marché, pourront être comptabilisées, à l'issue des deux premières années, au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise, pour une durée maximale de deux années supplémentaires d'exécution du marché.

14.2.3 Remarque

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, Contrat d'Insertion Professionnelle Intérimaire (CIPi), Contrat de Développement Professionnel Intérimaire (CDPI), Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI)), les heures de formation sont comptabilisées dans le décompte des heures d'insertion.

14.3 - Les modalités de mise en œuvre

Trois solutions sont proposées aux entreprises attributaires :

- Le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion ;
- La mise à disposition de salariés

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- D'une association intermédiaire (AI)
- D'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ou d'une entreprise de travail temporaire (ETT)
- D'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (Geiq)
- L'embauche directe (CDI, CDD, contrat d'apprentissage, contrat aidé...) par l'entreprise Titulaire du marché de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières et après validation du dispositif d'accompagnement.

14.4 - La globalisation des heures d'insertion

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par le Titulaire, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, celui-ci peut solliciter, auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au facilitateur. Elle peut être déclarée recevable par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion
- Si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

14.5 - Les modalités de contrôle

Il sera procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le Titulaire s'est engagé. Le Titulaire fournira tous les 6 mois, tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

Si le Titulaire passe par une structure qui fait de la mise à disposition ou de la sous-traitance, les éléments justificatifs seront apportés par ladite structure qui transmet au facilitateur les relevés des heures réalisées. Sinon le facilitateur doit les obtenir de l'entreprise elle-même. Les pièces demandées sont la copie du contrat de travail dès l'embauche et le relevé mensuel des heures réalisées ou la copie des fiches de paie.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, l'UPN peut, à tout moment, décider à tout moment de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec ou les entreprises attributaires. L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 29.17 du CCAP.

Par ailleurs, lorsque le Titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier, courriel) l'UPN.

En fonction de la pertinence des arguments présentés, l'UPN après consultation et arbitrage pourra annuler la clause sociale d'insertion.

Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Directe.

ARTICLE 15 - INGENIERIE SOCIALE

Les entreprises de propreté sont libres de mener les politiques sociales et salariales qu'elles considèrent les plus appropriées dès lors qu'elles appliquent au minimum les dispositions légales et conventionnelles.

L'UPN soucieuse de n'opérer aucune ingérence dans la gestion de ses fournisseurs n'est donc pas au fait des avancées sociales éventuellement obtenues par les salariés des entreprises de propreté.

En conséquence, les informations nécessaires à la prise en compte de ces éléments sont celles qui auront été remises en son nom par les entreprises de propreté titulaires des marchés antérieurs au présent Marché. La responsabilité de l'UPN ne saurait être mise en cause en cas de transfert d'éléments erronés et/ou incomplets (cf. article 7 de la Convention Collective Nationale des Entreprises de Propreté et Services Associés).

ARTICLE 16 - LES LOCAUX MIS A DISPOSITION

En fonction de ses possibilités, l'UPN met gracieusement à disposition du Titulaire pour la durée d'exécution du Marché, des locaux (vestiaires, lieux de stockage). Ces locaux sont strictement liés à l'exploitation du marché.

Les fournitures d'énergie électrique, d'eau, de chauffage, sont assurées par l'UPN pour le Titulaire à titre gracieux.

Le Titulaire est tenu de maintenir ces locaux en excellent état de propreté et de fonctionnement. Les interventions de l'UPN, consécutives à un usage anormal ou au non-respect des consignes d'utilisation, seront facturées au Titulaire.

Dès le début du Marché, l'UPN remettra au Titulaire l'ensemble des clés nécessaires pour l'accès aux locaux mis à disposition.

En fin de Marché, le Titulaire est tenu de remettre à l'UPN la totalité des clés confiées initialement.

Le Titulaire sera responsable pendant toute la durée de la mise à disposition des locaux, des clés qui lui ont été confiées. En cas de perte ou de vol de ces clés, le Titulaire est tenu d'aviser immédiatement l'UPN des exemplaires manquants. Ceux-ci sont alors remplacés et feront l'objet d'une facturation.

Tout dommage qui surviendrait aux locaux mis à disposition pendant la durée du Marché sera supporté exclusivement par le Titulaire.

A la notification du Marché, un état des lieux des locaux mis à disposition est effectué contradictoirement entre le Titulaire et l'UPN. Il en est de même pour les nouvelles installations et les nouveaux locaux mis à disposition en cours de Marché.

De même, un état des lieux contradictoire est établi dans le mois précédant la fin du Marché. Le cas échéant, l'UPN pourra ordonner une remise en état des locaux mis à disposition aux frais du Titulaire. Ces remises en état devront avoir lieu en tout état de cause avant la date effective de fin de Marché.

En cas de non remise en état des locaux dans un délai de trois mois suivant la demande, l'UPN fera constater par huissier l'absence de remise en état et fera procéder à la remise en état des locaux par un tiers, l'ensemble étant aux frais du prestataire (frais d'huissier et remise en état).

ARTICLE 17 - ATTESTATIONS LEGALES

Si le soumissionnaire retenu est établi en France :

- Le Titulaire remet à l'UPN, pour lui-même et pour chacun de ses sous-traitants éventuels, au plus tard à la signature du Marché et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution :
- Les documents et attestations décrits à l'article D8222-5 du Code du Travail
- Conformément aux articles D8254-2 et D8254-4 du Code du Travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L5221-2.

Si le soumissionnaire retenu est établi hors de France :

- Le Titulaire remet à l'UPN, pour lui-même et pour chacun de ses sous-traitants éventuels, au plus tard à la signature du Marché et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution :
- Les documents et l'attestation décrits à l'article D8222-7 du Code du Travail ;
- Conformément aux articles D8254-3 et D8254-4 du Code du Travail, si le Titulaire est établi hors de l'UE, de l'EEE ou de la Suisse, et s'il détache sur le territoire national, pour l'exécution du Marché concerné, des salariés non ressortissants de l'UE, l'EEE, ou de la Suisse, ou des salariés ressortissants de nouveaux États membres et soumis à l'autorisation de travail : la liste nominative de ces salariés. Cette liste précise, pour chacun d'eux leur date d'embauche, leur nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

ARTICLE 18 - TRAVAILLEURS ETRANGERS – TRAVAILLEURS D'APTITUDE PHYSIQUES RESTREINTES

Les intervenants étrangers du Titulaire devront se trouver en situation régulière au regard des textes sur l'entrée, le séjour et l'emploi des étrangers en France.

Tout manquement du Titulaire aux stipulations du présent article entraînera la résiliation immédiate du présent Marché sans que le Titulaire puisse réclamer une quelconque indemnité. Les documents et attestations doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes physiques restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employée à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

Le Titulaire s'engage à mener toutes les actions utiles et nécessaires dans le strict respect des droits des salariés pour atteindre au maximum cette proportion.

ARTICLE 19 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES

19.1 - Responsabilités

Le Titulaire demeure responsable de la bonne exécution du Marché conformément aux prestations précisées dans le CCTF et ses annexes, et du respect de ses obligations relatives à la mise en propreté de locaux et espaces de l'UPN, objet du présent Marché.

En conséquence, le Titulaire supportera les conséquences des dommages et préjudices de toute nature, que ce soit les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non consécutifs, causés à l'occasion de l'exécution de son Marché :

- Soit à ses propres biens, à ceux qui lui sont confiés et/ou aux biens de l'UPN
- Soit aux étudiants et aux tiers,
- Que ces dommages soient de son propre fait, du fait de son personnel, d'un sous-traitant ou de tout intervenant à un titre quelconque.

En outre, le Titulaire sera responsable de tout dommage engendré lors de l'acheminement, la livraison et la dépose des stocks de matériels et de produits nécessaires à ses prestations.

Le Titulaire devra respecter les règles de sécurité et de prévention des pollutions découlant de ses activités et sera réputé seul responsable de tout dommages et atteintes à l'environnement causés à l'occasion de ses prestations.

Il répondra notamment des dommages de toute nature causés par les produits qu'il sera amené à utiliser pour effectuer ses prestations.

Il pourra être également tenu responsable des accidents et/ou dommages survenus après exécution du fait de ses prestations ou en cas de faute d'un membre de son personnel ou d'un sous-traitant.

Il devra respecter la réglementation en vigueur concernant son activité ainsi que les règles relatives à la sécurité, l'hygiène et la discipline en vigueur dans les sites de l'UPN.

Le Titulaire devra s'interdire de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, sous quelque forme que ce soit, des informations, renseignements, documents de toute nature dont il a ou aurait pu avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent Marché et engagera sa responsabilité en cas de non-respect de cet engagement.

19.2 - Responsabilités pour dommages de toute nature (accidents, vols,)

Sauf cas de faute lourde de l'UPN, le Titulaire supporte les conséquences des dommages de toute nature qui, du fait de l'exécution du Marché, peuvent survenir dans les locaux et dépendances mis à sa disposition, soit à lui-même, soit à son personnel, soit à ses biens ou à ceux qui lui sont confiés. Pour lesdits dommages, il renonce, ainsi que ses assureurs, à tout recours contre l'UPN, ses assureurs et l'Etat.

Le Titulaire est responsable de la conservation et de l'emploi de tout matériel, de tout équipement et de tout local mis à la disposition par l'UPN.

Les locaux mis à disposition gracieusement au Titulaire par l'UPN ne peuvent être utilisés qu'aux fins exclusives et dans les limites prévues par le présent Marché.

19.3 - Accidents survenant à l'occasion de l'utilisation du matériel appartenant à l'UPN

La responsabilité de l'UPN ne pourra pas être recherchée en cas d'accident survenant à l'occasion de l'utilisation par le personnel du Titulaire (ou ses sous-traitants) du matériel mis à sa disposition par l'UPN.

Il appartiendra au Titulaire de s'assurer du bon état de conservation et du fonctionnement du matériel au moment de sa mise à disposition par l'UPN.

Le Titulaire ne confiera l'utilisation de ces matériels qu'à des personnes ayant été formées à cet effet et demeurera responsable d'un quelconque sinistre engendré à la suite de cette utilisation.

Si un équipement mis à disposition du Titulaire est détruit ou endommagé ou si un local mis à sa disposition est dégradé, le Titulaire est tenu de le remplacer à ses frais, de le remettre en état ou d'en rembourser la valeur d'acquisition ou le montant des frais de reconstitution à neuf à la date du sinistre

19.4 - Dégâts des eaux

Le Titulaire renonce à tous recours contre l'UPN, ses assureurs et l'Etat, pour tous dégâts des eaux, notamment par suite d'inondations, ruptures de canalisations ou dégâts quelconques causés par les eaux pluviales.

En conséquence de l'ensemble des dispositions visées ci-dessus, le Titulaire s'engage tant en son nom propre qu'en celui de ses assureurs, à renoncer à tout recours et à garantir l'UPN, ses Membres et Dirigeants et ses assureurs ainsi que l'Etat contre toute action de quelque nature que ce soit qui serait engagée contre ces derniers pour lesdits dommages.

19.5 - Assurances

Le Titulaire souscrira les assurances nécessaires à l'accomplissement de ses prestations.

En conséquence des obligations résultant du Marché et en particulier de ses responsabilités, le Titulaire devra souscrire auprès d'une société notoirement solvable, les assurances garantissant :

- Tous les dommages pouvant survenir aux biens lui appartenant ou à lui confiés, aux biens de son personnel ou ceux de l'UPN mis à sa disposition
- Toutes responsabilités RC Civile et professionnelles nécessaires correspondant à ses activités et qu'il peut encourir de son propre fait, de celui de son personnel ou de toute autre personne intervenant à quelque titre que ce soit.

Il veillera à ce que ses éventuels sous-traitants souscrivent les assurances garantissant leurs prestations respectives.

Le Titulaire devra également souscrire :

Une Police d'Assurance Responsabilité Civile « Atteinte à l'Environnement » destinée à garantir, tous dommages causés aux tiers, dont l'UPN et ses propres biens, du fait notamment de l'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux, ainsi que la production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de température, ondes, radiations, rayonnements, excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage,

Toutes les polices d'assurances devront prévoir une renonciation à recours du Titulaire et de ses assureurs au bénéfice de l'UPN, ses Membres, Dirigeants, ses agents et ses Assureurs.

Cette clause de renonciation à recours devra stipuler, en outre, que l'assurance ne pourra être suspendue pour non-paiement de la prime ou toutes autre cause, sans que l'UPN en soit informé par écrit, et ce dans un délai minimum d'un mois avant la suspension.

Le Titulaire devra communiquer à l'UPN, avant signature du présent Marché, puis chaque année, les attestations de son assureur, en cours de validité, établies conformément à l'ensemble des dispositions ci-dessus complétée de la renonciation à recours précitée, avec justificatifs du paiement des primes afférentes et mention des capitaux garantis.

ARTICLE 20 - RAPPORTS HIERARCHIQUES DU PERSONNEL

Les personnels du Titulaire sont sous la responsabilité entière et exclusive de ce dernier qui est seul habilité à lui donner des instructions. Il exécute les prestations sous l'autorité d'un agent d'encadrement du Titulaire qui est l'unique correspondant de l'UPN pour l'exécution du présent Marché.

Aucun lien de subordination ne peut exister entre le personnel affecté par le Titulaire et l'UPN dans le cadre du présent Marché. Le Titulaire continue d'assurer la gestion administrative et comptable de son personnel lorsque la législation du travail lui en fait obligation (congés, formation, etc.).

Pendant toute la durée du Marché, l'UPN s'interdit, et cela quelle qu'en soit la cause, d'employer directement les services des salariés du Titulaire.

ARTICLE 21 - SOUS TRAITANCE

La sous-traitance totale du Marché est interdite.

Les dispositions des articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la Commande Publique s'appliquent.

Par référence à l'article 3.6 du C.C.A.G-FCS, il est précisé que :

- Le Titulaire du présent marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'UPN l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.
- L'acceptation d'un sous-traitant en cours d'exécution et l'agrément des conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par l'UPN d'une part, et le Titulaire d'autre part.

L'Acte Spécial indique :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées,

- Le nom, la raison ou la dénomination sociale ainsi que l'adresse du sous-traitant,
- Les conditions de paiement et notamment la date d'établissement des prix et leurs modalités de variation,
- Les dispositions relatives aux avances, acomptes, pénalités et retenues diverses,
- Le comptable assignataire du paiement et le compte à créditer

En cas de sous-traitance, le titulaire reste solidairement responsable avec le sous-traitant tant envers l'UPN qu'envers les tiers, du parfait accomplissement de toutes les clauses et conditions du marché. Toute sous-traitance passée sans autorisation restera nulle et de nul effet à l'égard de l'UPN.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement, expose le Titulaire aux mesures prévues à l'article 32 du CCAG-FCS.

Le Titulaire est averti que la mise en place, la maintenance des équipements sanitaires, et la livraison cadencée des consommables réalisées par une société spécialisée dans le domaine est considérée par l'UPN comme une sous-traitance avérée.

ARTICLE 22 – CLAUSE DE REEXAMEN - EVOLUTION DES PRESTATIONS

22.1 – Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, le présent marché pourra être modifié quel que soit le montant de la modification dans les circonstances suivantes :

- Restructuration pouvant intervenir sur les différents sites au cours d'exécution du marché. Elles peuvent induire une suspension, une suppression ou un ajout de prestations.
- Mise à jour des bordereaux de prix dans la limite :
 - o des besoins exceptionnels non connus au moment de l'appel d'offres ;
 - o des nouvelles obligations pesant sur le titulaire devenues indispensables en cours de marché notamment en cas de nouvelles contraintes imposées par le droit national ou européen ;
 - o des révisions de tarifs s'appliquant aux deux points ci-dessus.
- Modification de la clause de variation de prix en raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initiale, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur de l'économie du marché.
- Adaptations du marché rendues nécessaires par des difficultés techniques apparues pendant l'exécution des prestations.

22.2 - Augmentation et diminution définitives des prestations

Quel que soit le lot, dans l'hypothèse où l'UPN demanderait au Titulaire d'ajouter ou de supprimer au périmètre du Marché des prestations de mise en propreté de façon définitive, ce dernier ne saurait y déroger et les modifications correspondantes seront formalisées par un avenant sur la base des tarifs du Marché.

Le Titulaire est averti que des modifications de périmètre (ouverture et fermeture de bâtiments) auront lieu durant la durée du marché.

Les éventuelles modifications en cours d'exécution du marché des surfaces à nettoyer représentant une variation en moins inférieure ou égale à 100m² sont sans incidence financière sur le prix forfaitaire.

22.3 - Suspension du Marché

Le présent Marché peut être suspendu totalement ou partiellement par l'UPN dans le cas de travaux d'amélioration et/ou d'extension des locaux ou toute autre cause grave liée à l'exploitation des installations.

La suspension sera signifiée au Titulaire par lettre recommandée au minimum 3 mois avant la date de suspension ; elle précisera le périmètre et la durée de la suspension.

Les obligations antérieures des contractants et le règlement des prestations sont reprises à la date de fin de suspension.

L'UPN n'est débiteur d'aucune pénalité ou indemnité due au titre de ces suspensions quelles qu'en soient la durée, la répétition ou les conséquences pour le Titulaire.

Un inventaire préalable à la reprise en compte du Marché est établi et un avenant éventuellement rédigé.

ARTICLE 23 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Il peut être pourvu par l'UPN, à l'exécution du service aux frais et risques du Titulaire soit en cas d'inexécution (grève, etc.) par ce dernier d'une prestation qui par sa nature, ne peut souffrir aucun retard soit en cas de résiliation du Marché prononcée aux torts du Titulaire.

Dans la mesure du possible le Titulaire informera dans les meilleurs délais l'UPN par écrit (mail ou télécopie, confirmé par lettre recommandée avec accusé de réception).

S'il n'est pas possible à l'UPN de se procurer, dans des conditions qui lui conviennent, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au Marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire du Marché n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du Marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas

ARTICLE 24 - CAS PARTICULIER CONCERNANT LES MOYENS HUMAINS IMPOSES

Pour assurer aux étudiants et personnels de l'UPN un service de grande qualité, le CCTF au niveau de l'Annexe 1, prévoit, en fonction des lots et des sites, le déploiement d' "agents de maintenance propreté" ainsi que la mise en place d'une « Equipe d'Intervention » pour la réalisation de prestations techniques.

Le dimensionnement de ces services a été fixé en fonction de la charge de travail vérifiée en situation à la date de rédaction du Dossier de Consultation des Entreprises. L'UPN se réserve le droit de réduire ou augmenter cette volumétrie en fonction de ses nouveaux besoins.

Le coût de ces prestations sera réévalué en fonction des nouvelles dispositions et un avenant sera signé entre l'UPN et le Titulaire.

ARTICLE 25 - CAS PARTICULIER CONCERNANT LES FOURNITURES SANITAIRES

Le Titulaire présentera dans son offre un montant forfaitaire estimé pour la mise en place des distributeurs de consommables sanitaires et la fourniture des consommables associés.

A l'issue d'une période d'exploitation de 12 mois et en fonction des éléments dûment constatés (état des consommations mensuelles et copies des factures fournisseurs) pouvant remettre

en cause le montant forfaitaire de la prestation, un avenant en plus-value ou en moins-value pourra être établi, correspondant à la moyenne annuelle. Une fois ce montant validé, il sera répercuté à l'identique (augmenté des éventuelles augmentations annuelles) pour chaque année de reconduction.

ARTICLE 26 - VERIFICATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

26.1 - Vérifications et contrôles

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues à l'article 23.1 du CCAG-FCS et selon les modalités particulières indiquées dans le CCTF et en particulier au niveau de son annexe 3 qui définit les modalités de contrôle des prestations.

Des contrôles pourront être effectués directement par l'UPN ou être réalisés par un prestataire externe par délégation. Le Titulaire ne pourra pas contester cette délégation ni les moyens et organisations spécifiques mises en œuvre.

En cas d'exécution des prestations non satisfaisante ou en cas d'inexécution des prestations, des réfections pourront être appliquées, sans préjudice des pénalités prévues à l'article 29 du présent CCAP.

26.2 - Admission

Par dérogation de l'article 25 du CCAG-FCS, suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues dans le CCTF et son annexe 3 qui définit les modalités de contrôle des prestations.

ARTICLE 27 - PLAN DE PROGRES

27.1 - Démarche générale et volontaire du Titulaire

Durant toute la durée du marché, l'UPN souhaite établir avec le Titulaire une relation de partenariat et inscrire ainsi le service propreté dans une démarche de progrès caractérisée par :

- L'adaptation permanente à un environnement en perpétuel mouvement,
- L'innovation en matière de matériels et méthodologies de nettoyage,
- La rationalisation en optimisant sans cesse moyens et organisation.

27.2 - Organisations de travail sur sites

Dans l'hypothèse où, au démarrage du Marché, les organisations reprises au titre de l'application de l'article 7 de la Convention Nationale des Entreprises de Propreté et Services Associés seraient différentes de celles proposées dans son offre, le Titulaire s'engage à mener l'intégralité des actions qu'il juge nécessaire afin de fournir à l'UPN des organisations similaires à celles proposées dans son offre et cela dans le respect strict des droits des salariés.

ARTICLE 28 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

28.1 - Contenu des prix

Les prix sont réputés complets conformément aux dispositions de l'article 10.1-3 du CCAG/FCS.

28.2 - Modalités de détermination des prix

Le Marché est conclu à prix global et forfaitaire pour les prestations régulières et à prix unitaires pour les prestations ponctuelles ou exceptionnelles à la demande.

Les prix du Marché sont assujettis à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour du fait générateur.

28.2.1 Prestations régulières

Le montant global forfaitaire est détaillé dans le DPGF, et dans l'offre du candidat conformément au CCTF et ses annexes.

28.2.2 Prestations ponctuelles ou exceptionnelles

Ces « prestations à la demande » seront facturées sur la base des prix unitaires figurant dans le BPU après réception et validation de leur conformité par l'UPN.

L'UPN déduira le cas échéant les réfections et pénalités prévues à l'article 30 du présent CCAP.

28.3 - Révision des prix

Les prix annexés à l'acte d'engagement (DPGF et BPU) sont fermes la première année puis révisable à la date anniversaire du marché, en cas de reconduction, en application de la formule suivante :

$$P = P_0 \left[0.15 + 0.85 \frac{I_n}{I_0} \right]$$

Dans laquelle :

P= le prix révisé

P₀= le prix d'origine (avant révision)

I_n = la dernière valeur connue de l'indice I à la date de révision ;

I₀ = la dernière valeur connue de l'indice I au mois M₀ d'établissement des prix (mois de réception des offres

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs est effectué au millième supérieur.

Choix des indices et index de référence

- I Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) –CPF 81.21- Nettoyage courant, marché public – indice trimestriel (identification n° 010546452) consultable sur le site de l'INSEE sous le lien : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010546452>

Le prix ainsi révisé est ferme pour la nouvelle année considérée.

Communication des prix révisés :

Les prix pourront être révisés sur demande du titulaire à la date anniversaire et seront fermes pour la période considérée.

Le titulaire doit notifier à l'Université la demande de révision **au moins un (1) mois avant l'échéance** par mail à l'adresse suivante: marches.publics@liste.parisnanterre.fr

Pour le lot 2 uniquement : il faudra mettre en copie l'adresse service-financier-pst@liste.parisnanterre.fr

Passé ce délai d'au moins un mois avant l'échéance annuelle, la demande de révision ne pourra être prise en compte et les anciens prix s'appliqueront encore un an.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

Clause de sauvegarde :

L'Université se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnité si la révision des prix annuelle augmentait de plus de 3% par an. La date d'effet de cette résiliation sera celle du changement de tarif. La hausse sera calculée sur le total des prix des prestations. Aucun ajustement à la baisse n'est limité.

Cas des fournitures sanitaires

De convention, le résultat en pourcentage d'augmentation est applicable sur toutes les composantes du montant forfaitaire global notamment les fournitures et équipements sanitaires.

Article 29 – Règlement financier

29.1 Rythme de facturation

Les paiements s'effectuent sur présentation de factures correspondant aux prestations réalisées au titre de chaque bon de commande et après réalisation des vérifications prévues à l'article 26 du présent document, selon les règles de la comptabilité publique, par règlement administratif versé au compte ouvert au nom du titulaire.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de T.V.A en vigueur lors de l'exécution des services.

29.2 Modalité de facturation

En ce qui concernant les prestations forfaitaires, le paiement est effectué par règlements mensuels à terme échu, sur présentation de factures égales à 1/12 du montant forfaitaire annuel.

Pour les prestations forfaitaires : La facture fera apparaître le montant relatif à chacun des sites et bâtiments

Pour les prestations complémentaires à la demande : Chaque bon de commande émis fera l'objet d'une facture au service fait.

Les factures établies doivent comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché (au format 201xAxxxxAxxxx comme par exemple : 2017FOUR017L00) inscrit sur le bon de commande précité ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant hors taxe des prestations effectuées ;

- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant TTC des prestations effectuées ;
- la date de facturation
- la mention « pour solde » dans l'hypothèse où il s'agit du dernier paiement relatif à des prestations ayant donné lieu au versement d'acomptes.

Attention ! Les factures qui ne comporteraient pas les mentions obligatoires nécessaires à la liquidation et au règlement seront retournées.

En cas d'erreur de facturation ou de livraison, un avoir par facture doit être établi indépendamment de la facture.

Les risques afférents à l'expédition et au transport incombent au titulaire. Les articles défectueux seront remplacés aux frais du titulaire, transport et emballage compris.

En cas de changement des coordonnées bancaires du titulaire, le service facturier de l'Université doit en être immédiatement informé par courrier signé par une personne habilitée à engager la société.

Les factures qui ne comporteraient pas les mentions obligatoires nécessaires à la liquidation et au règlement sont retournées.

Informations nécessaires pour dépôt des factures sur le portail Chorus Pro

L'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 définit le calendrier d'application obligatoire de l'utilisation du portail Chorus Pro pour toute société facturant l'Etat :

- Depuis le 1^{er} janvier 2017 : pour les grandes entreprises et les personnes publiques
- Depuis le 1^{er} janvier 2018 : pour les entreprises de taille moyenne
- Depuis le 1^{er} janvier 2019 : pour les petites et moyennes entreprises
- A partir du 1^{er} janvier 2020 : pour les microentreprises

A compter du 1^{er} janvier 2020 l'Université PARIS NANTERRE n'acceptera plus les factures en format « papier », expédiées par courrier, « en format pdf » envoyées par courriel, ou à télécharger.

Vous trouverez ci-dessous les informations utiles au dépôt de vos factures sur la plateforme Chorus Portail Pro.

Pour vous aider vous pouvez aller sur le lien suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/comment-creer-mon-compte-utilisateur-et-deposer-mes-factures-sur-chorus-pro-pour-les-entreprises/>

Structure	UNIVERSITE PARIS NANTERRE
SIRET DE FACTURATION	19921204400010
N° TVA	FR35199212044
CODE service sur facture	Pour les lots 1 et 3 Service facturier NANTERRE = 03 Pour le lot 2 Service facturier Ville d'Avray = 02
OBLIGATION de renseigner un numéro d'engagement sur la facture	OUI : numéro à 10 chiffres commençant par 45 suivi de 8 chiffres (ex : 4500123456) <i>Numéro de marché facultatif mais préférable</i>

Pour information, toute demande de travaux, service ou matériel doit, préalablement à son exécution, être engagée par l'Université et faire l'objet de l'envoi d'un bon de commande signé de l'ordonnateur attestant de son engagement juridique auprès du fournisseur.

À compter du 1er octobre 2019, deux nouvelles mentions devront figurer sur les factures : l'adresse de facturation si elle est différente de l'adresse du vendeur et de l'acheteur et le numéro du bon de commande s'il a été préalablement émis par l'acheteur.

Quelles informations doivent figurer sur votre facture ?

Un certain nombre d'informations légales doivent figurer dans vos factures. Certaines d'entre elles semblent évidentes, comme la désignation de l'émetteur de la facture, ou encore sa date d'émission mais d'autres le sont moins. L'ensemble de ces informations sont obligatoires, conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

1. La date d'émission de la facture
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture (Numéro SIRET)
3. Le numéro unique de la facture
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture
5. La désignation du payeur, avec l'indication pour les structures publiques du code d'identification du service chargé du paiement
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y'a lieu, leur prix forfaitaire
9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération (ex : en cas de franchise de TVA, il convient de stipuler TVA non applicable, art. 293 B du Code général des impôts ».)
10. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
11. Le cas échéant, les modalités de règlement
12. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

29.3 Intérêts moratoires

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de 30 jours, conformément à l'article 1 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, au compte ouvert au nom du titulaire indiqué à l'Acte d'Engagement.

Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture conforme par le service acheteur.

Si le délai de paiement susmentionné n'est pas respecté, des intérêts moratoires sont dus de plein droit au titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Conformément au décret susmentionné, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

29.4 Avances

Une avance de 5% du montant initial TTC (moins éventuellement les montants sous-traités) est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000€ HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Dans les mêmes conditions, une avance est versée aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct, sur leur demande, sur la base du montant figurant dans l'acte spécial.

29.5 Clôture budgétaire

Le titulaire est informé que la réglementation de la comptabilité publique impose aux administrations une clôture de l'exercice budgétaire à une date impérative distincte et antérieure à la fin de l'année civile. Le titulaire s'engage à respecter les instructions données par l'Université pour faciliter la gestion financière de fin d'année budgétaire.

ARTICLE 30 - PENALITES

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Les manquements pourront être constatés par les référents de l'UPN lors ou hors des contrôles. Ces référents sont mentionnés dans le CCTF et ses annexes et seront présentés au Titulaire lors du démarrage des prestations.

Le signalement au titulaire se fera par envoi d'un courriel, ou par lettre recommandée avec avis de réception.

30.1 - Pénalités liées à l'inexécution totale ou partielle des prestations

En cas d'inexécution totale ou partielle des prestations, dûment constatée celle-ci sera signalée au Titulaire. L'UPN pourra procéder de plein droit à l'application des pénalités suivantes :

- Dans le cadre d'une réclamation transmise par courriel portant :
 - Sur un local en zone qualité 1 : une pénalité de 250 Euros HT
 - Sur un local en zone qualité 2 : une pénalité de 150 Euros HT
 - Sur un local en zone qualité 3 : une pénalité de 100 Euros HT
 - Sur un local en zone qualité 4 : une pénalité de 45 Euros HT
- Dans le cadre d'une réclamation transmise par lettre recommandée avec avis de réception, une pénalité de 2,5 % sur le forfait mensuel HT global des prestations.

En fonction des différentes remarques, le Titulaire devra mettre en place l'intégralité des actions correctives avec les moyens nécessaires afin de garantir à l'UPN la réalisation pleine et entière des prestations.

Si aucune amélioration n'était constatée dans les 24 heures ouvrées qui suivent la demande d'intervention, c'est-à-dire si les actions correctives n'ont pas été mises en place ou si celles mises en place n'ont pas donné satisfaction, l'UPN pourra procéder à nouveau de plein droit à l'application

des pénalités définies ci-avant. Elles pourront être reconduites par tranche de 24 heures jusqu'à l'exécution totale des prestations.

30.2 - Pénalités pour retard d'exécution des prestations

En cas de retard total ou partiel dans l'exécution des prestations, dûment constaté, celui-ci sera signalé au Titulaire. Le signalement pourra se faire par ordre d'importance et de gravité croissante :

- Par envoi d'un courriel, ou par écrit dans le cahier de liaison
- Par lettre recommandée avec avis de réception.

En fonction des différentes remarques, le Titulaire devra mettre en place l'intégralité des actions correctives avec les moyens nécessaires afin de garantir à l'UPN la réalisation pleine et entière des prestations.

Si aucune amélioration n'était constatée dans les 72 heures qui suivent la demande d'intervention, c'est-à-dire si les actions correctives n'ont pas été mises en place ou si celles mises en place n'ont pas donné satisfaction, l'UPN pourra procéder de plein droit à l'application des pénalités suivantes :

- Dans le cadre d'une réclamation transmise par courriel ou par écrit sur le cahier de liaison portant, une pénalité de 50 euros
- Dans le cadre d'une réclamation transmise par lettre recommandée avec avis de réception, une pénalité de 1,5 % sur le forfait mensuel HT global des prestations.

Ces pénalités seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

30.3 - Pénalités liées à l'inexécution des prestations de vitrerie

Les opérations de vitrerie (et/ou nettoyage de vitrines) qui n'auront été exécutées que partiellement, ou non exécutées feront l'objet d'une réfaction d'une valeur correspondante aux prestations non réalisées ou réalisées que partiellement en appliquant la formule suivante : Nombre de M² non réalisés par quatre fois (X4) le prix du bordereau de prix M² vitrerie mentionné dans l'annexe B de l'Acte d'Engagement.

Les opérations de vitrerie (partie forfaitaire et partie à bons de commande) seront réalisées d'après des plannings d'intervention présentés par le Titulaire et acceptés par l'UPN.

Le non-respect d'un calendrier d'exécution des prestations, pourra donner lieu à l'application de pénalités. La pénalité sera d'un montant de 300 euros HT par jour calendaire de retard par planning.

30.4 - Pénalités liées à la non mise en place des moyens humains attendus

Les prestations de « maintenance propreté » et les prestations réalisées par l'« Equipe d'Intervention » sont assurées par les agents de service du Titulaire dont la charge de travail (nombre d'heures de vacation) a été clairement déterminée au niveau de l'Annexe 1 au CCTF. Le non-respect de ces dispositions (obligation de moyens) pourra donner lieu à l'application de pénalités. La pénalité sera d'un montant de 300 euros HT par constat et reconduite par tranches de 24 heures jusqu'à la mise en place complète des effectifs attendus.

Si le Titulaire constate que les volumétries d'heures déterminées sont trop importantes par rapport aux besoins, il est de sa responsabilité d'en avertir l'UPN qui procédera à la rédaction d'un avenant.

30.5 - Pénalités liées à la rupture des consommables sanitaires

Dans le cadre de son Marché, charge au Titulaire de mettre en place les distributeurs sanitaires et de disposer du stock nécessaire à la mise en place des consommables par ses agents de service. En cas de rupture de consommables (consommable non mis en place et/ou non livré sur site) l'UPN appliquera une pénalité de 100 Euros HT par manquement constaté. Cette pénalité sera appliquée quel que soit le type de consommable manquant.

En cas de non mise en place et/ou non-respect du délai imposé des équipements de fourniture sanitaires prévus dans l'offre du Titulaire, l'UPN pourra appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros par matériel par jour calendaire de retard. Le délai est évoqué à l'article 38 du présent CCAP.

30.6 - Pénalités pour manquement suite aux contrôles de la qualité

Conformément aux dispositions prévues à l'annexe 3 du CCTF, les manquements caractérisés (notation 0) donneront lieu à l'application de points de pénalités. La valeur du point est fixée à 10 euros HT.

Le barème des pénalités détaillé à l'annexe 3 du CCTF demeure applicable en cas de constat de défaut de prestations en dehors des audits qualité programmés et dans l'éventualité où le représentant du Titulaire averti de ces défauts ne se déplacerait pas dans la journée pour les constater et ordonner les actions correctives nécessaires.

30.7 - Pénalités liées à l'absence de représentant du Titulaire

Dans le cas des contrôles contradictoires, en cas d'absence non excusée du représentant du Titulaire à un contrôle, une pénalité forfaitaire de 100 Euros HT sera appliquée.

30.8 - Pénalités pour retard de fourniture de documents

En cas de non présentation des documents dans les délais prévus à l'article 38 du présent CCAP, l'UPN pourra appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros par document et par jour calendaire de retard.

30.9 - Pénalités pour retard de dotation en matériel

En cas de non mise en place des matériels prévus dans l'offre du Titulaire, l'UPN pourra appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros par matériel par jour calendaire de retard, à partir du 1er jour de marché.

30.10 - Pénalités pour non-respect des engagements en matière de développement durable

En cas de non mise en place des produits prévus dans l'offre du Titulaire, l'UPN appliquera une pénalité représentant 50% de la totalité de la dotation pour produits mentionnée aux comptes d'exploitation (Annexe H au Marché). Cette pénalité sera reconduite mensuellement en cas de besoin tant que les produits proposés dans l'offre du Titulaire ne seront pas mis en place sur l'ensemble du périmètre du Marché.

En cas de non-respect du tri sélectif déployé dans les espaces et décrit dans le CCTF, l'UPN appliquera une pénalité de 100 Euros HT par manquement constaté.

30.11 - Pénalités pour non-respect des engagements en matière de sécurité et d'habilitation

En cas de non-respect des règles de sécurité applicables aux personnels du Titulaire, l'UPN appliquera une pénalité de 250 Euros HT par manquement constaté.

En cas de non-respect des consignes relatives aux certificats et habilitations nécessaires à la conduite de travaux spécifiques (article 8.9 du présent CCAP), le Titulaire sera pénalisé d'un montant forfaitaire de 500 euros par constat établi. (Conduite des appareils de levage, engins de manutention...).

30.12 - Pénalités pour impossibilité de joindre un responsable opérationnel

En cas d'impossibilité de joindre un responsable opérationnel (Chef de site ou Chef d'équipe) comme prévu au CCTF, l'UPN appliquera une pénalité de 300 Euros HT par manquement constaté.

30.13 - Pénalités pour retard dans la fourniture des vêtements professionnels et EPI

En cas de non mise en place et/ou non-respect du délai imposé pour la dotation complète des vêtements de travail à ses agents, l'UPN pourra appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros par agent concerné par jour calendaire de retard. Le délai est évoqué à l'article 38 du présent CCAP.

30.14 - Pénalités pour absence ou port incorrect de l'uniforme

En cas d'absence ou de port incorrect de l'uniforme (dotation complète, bon état général...) prévu dans l'offre du Titulaire, l'UPN appliquera une pénalité de 300 Euros HT par manquement constaté.

30.15 - Pénalité sur niveau global

En cas de non atteinte du seuil pondéré général suite à la réalisation d'un contrôle, le Titulaire sera pénalisé d'un montant forfaitaire de 500 Euros HT. Le Titulaire est averti qu'il sera réalisé un nouvel audit dans la zone défectueuse pour acter que les actions correctives mises en place sont pérennes et durables.

30.16 - Pénalités pour perte de moyens d'accès

En cas de perte d'une clef permettant l'accès à un local et/ou une zone d'activité, une pénalité unitaire forfaitaire de 200 euros sera appliquée au Titulaire.

Remplacement de la ou des serrures correspondant à chaque clé perdue (forfait par clé spécifique perdue 200 Euros).

Remplacement de toutes les serrures existantes dans le cas de la perte d'un passe partiel perdu (forfait par passe partiel perdu : 200 Euros)

Les coûts directs ou indirects relatifs à ces différents travaux sont supportés par le titulaire du marché.

30.17 - Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion imputable au Titulaire (modalités présentées en article 13), l'entrepreneur subira une pénalité égale à 100 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, le Titulaire subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'UPN.

Sous-traitance :

Si une partie des prestations est sous-traitée, le Titulaire du présent marché s'engage à faire respecter l'engagement d'insertion par l'activité économique par son sous-traitant. En tant qu'entreprise principale, il reste globalement responsable de l'exécution du présent marché.

30.18 - Autres pénalités

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, des pénalités peuvent être infligées au cocontractant s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221 -3 à L8221-5 (déclarations sociales / fiscales).

A ce titre, le Titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 20 € (vingt euros) par jour de retard dans la fourniture des documents attestant de la régularité du Titulaire au regard de ses obligations mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail.

Le montant des pénalités est, au plus, égal à 10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

Les pénalités appliquées au Titulaire n'ont pas un caractère libératoire. Leur application ne dispense pas l'UPN de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du Titulaire dans l'éventualité du préjudice qui lui est causé.

De manière générale, les pénalités seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Toutes les pénalités sont cumulables. Elles sont retenues par précompte sur les sommes dues au titre du présent marché.

ARTICLE 31 - DEFAILLANCE DU TITULAIRE

En cas de défaillance ou d'une action insuffisante du Titulaire, l'UPN a la faculté de se substituer à ce dernier, de plein droit, sans préavis ni formalités juridiques et judiciaires, ou de faire appel à une autre entreprise pour assurer la continuité des prestations, aux frais de l'entreprise défaillante.

Si le montant des prestations de l'entreprise remplaçant le Titulaire est supérieur à celui du présent Marché, l'entreprise défaillante est tenue de rembourser à l'UPN la différence entre les deux prix, sans préjudice de tous frais, droits et accessoires et de tous dommages résultant de la résiliation.

Dans le cas contraire, où les nouveaux montants seraient à l'avantage de l'UPN, le bénéfice resterait entièrement acquis à cette dernière.

ARTICLE 32 - RESILIATION

Le chapitre 6 du CCAG-FCS s'applique, notamment l'article 32 relatif aux cas de résiliation aux torts du titulaire.

Outre les cas prévus à l'article 32, le marché peut être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité dans les cas qui suivent :

- En cas d'interruption du service du Titulaire pendant plus de 48 heures sans accord préalable de l'UPN, celui-ci pourra faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'Entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.
- Si la défaillance du titulaire se prolongeait pendant plus d'une semaine, l'UPN peut de plein droit, huit (8) jours après la mise en demeure, exiger la résiliation pure et simple du Marché.
- En cas de recours non déclaré à un sous-traitant
- D'autre part, si sur un mois, les prestations ne sont pas conformes à l'obligation de résultats, l'UPN peut appliquer la clause de dénonciation du présent marché suivant les modalités prévues ci-dessous :

- Avertissement par lettre recommandée avec accusé de réception avec un délai de réponse du titulaire de cinq (5) jours ouvrables.
- Après deux avertissements sur une période de 4 mois consécutifs, l'UPN pourra dénoncer le présent marché. Un délai de préavis de six mois sera appliqué dans tous les cas pour permettre à l'UPN de mettre en œuvre un nouveau Marché.

ARTICLE 33 - CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

Conformément à l'article 3.4.2 du C.C.A.G/F.C.S., le Titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- À la forme de l'entreprise ;
- À la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale ;
- À son capital social ;
- Et en général toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. S'il néglige de se conformer à cette disposition, le Titulaire est informé que l'UPN ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison avec les indications portées au présent Marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'UPN n'aurait pas eu connaissance.

ARTICLE 34 - TOLERANCE

Le fait que l'une des parties n'ait pas exigé l'application d'une clause quelconque du Marché, que ce soit de façon permanente ou temporaire, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation aux droits de cette partie découlant de ladite clause.

Toute tolérance concernant l'application d'une clause du Marché ne peut donc être considérée comme une modification ou une suppression de celle-ci, quelle que soit la durée de cette tolérance ou sa fréquence.

ARTICLE 35 - CONFIDENTIALITE

Le Titulaire s'interdit de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, sous quelque forme que ce soit, des informations, renseignements, documents de toute nature dont il a ou aurait pu avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent Marché.

Le Titulaire se porte fort du respect de cet engagement de confidentialité par les membres de son personnel ou ses sous-traitants.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'UPN à résilier le Marché aux torts exclusifs du Titulaire et aux frais et risques de ce dernier. En cas de manquement aux obligations de confidentialité, l'UPN se réserve aussi la possibilité de recourir contre le Titulaire en réparation du préjudice subi ou de l'attraire en garantie devant le tribunal.

La présente obligation de confidentialité continuera après expiration du présent Marché, sauf si l'information tombe dans le domaine public.

Tout usage non explicitement autorisé du dossier de consultation (reproduction, rétrocession ou toute forme de représentation, partielle ou totale) constitue un délit de contrefaçon, le contrevenant s'exposant aux poursuites judiciaires et aux sanctions civiles et pénales prévues par la loi.

ARTICLE 36 - DROIT D'USAGE DES DOCUMENTS

Les documents constitutifs du dossier de consultation sont la propriété intellectuelle de l'UPN. Ils ne peuvent être communiqués à des tiers ou utilisés à d'autres fins que la stricte réponse à la présente consultation qu'avec l'accord préalable écrit de l'UPN.

Toute utilisation, autre que celle nécessaire pour répondre à la présente consultation, ou diffusion effectuées sans l'autorisation de l'UPN engage la responsabilité de son auteur et seront punies des peines réprimant les atteintes à la propriété intellectuelle.

ARTICLE 37 - COMMUNICATION

Le Marché ne confère aucun droit au Titulaire d'utiliser les noms de « Université Paris Nanterre » et/ou « UPN », sauf accord préalable et écrit.

Le Titulaire s'engage ainsi expressément à s'abstenir de faire mention, de quelque manière que ce soit, orale ou écrite, et notamment dans le cadre d'une présentation à un tiers ou dans la presse (informative et/ou promotionnelle), des prestations réalisées pour l'UPN.

L'UPN autorise par contre, le Titulaire à déclarer dans une liste de références son identité et les coordonnées de ses interlocuteurs habituels afin qu'ils puissent être contactés. L'UPN ne communiquera aucune information sans avoir été au préalable avertie par le Titulaire de cette éventualité.

ARTICLE 38 - NON SOLlicitation DES PERSONNELS DU TITULAIRE

Pendant toute la durée du marché, l'Université Paris Nanterre s'interdit, et cela quelle qu'en soit la cause, d'employer directement les services des employés du Titulaire.

ARTICLE 39 - REMISE DES DOCUMENTS PAR LE TITULAIRE

Le Titulaire devra fournir, dans les délais indiqués ci-après, les documents suivants (ou matériels mis en place) visés dans les articles ci-dessus et ceux évoqués dans le CCTF et annexes directement liées :

Désignation du document	Destinataires	Délais et périodicité
Plan de prévention	Responsable du projet UPN après validation et signature conjointe.	Avant le démarrage effectif des prestations.
Attestations d'assurances, & attestations sociales et fiscales exigées	UPN Service marchés	<ul style="list-style-type: none">- Avant la notification du marché, conformément au délai mentionné dans le courrier du résultat de la consultation.- A renouveler tous les 6 mois pour les attestations sociales et annuellement pour les autres

Liste nominative des personnels	Responsable du projet UPN	-Dans les 8 jours calendaires après le démarrage des prestations -En cours de marché, dès modification
Organigramme relatif à l'organisation mise en place	Responsable du projet UPN	-Dans les 8 jours calendaires après le démarrage des prestations -En cours de marché, dès modification
Habilitation des personnels	Responsable du projet UPN	-Dans les 8 jours calendaires après le démarrage des prestations -En cours de marché, dès modification
Plan de prévention Global et celui des prestations spécifiques Et par site d'intervention	Responsable du projet UPN Et chaque responsable de site concerné	-Global : dans les 8 jours calendaires après le démarrage des prestations - Par site : dans les 15 jours calendaires après le démarrage des prestations -A renouveler annuellement

Désignation du document	Destinataires	Délais et périodicité
Plan de formation	Responsable du projet UPN	- Dans les 45 jours calendaires après le démarrage des prestations - A renouveler annuellement
Fiches de données sécurité matériels	Responsable du projet UPN & chaque responsable de site concerné	- Dès le démarrage des prestations - En cours de marché, dès modification
Affichage réglementaire relatif aux produits utilisés	-Sur les contenants des produits -Dans les locaux mis à disposition des personnels œuvrant	- Dès le démarrage des prestations - En cours de marché, dès modification
Fiches de poste et plannings	Sur chaque site d'exécution à la disposition des responsables de Site et du responsable de projet UPN	- Dans les 45 jours calendaires après le démarrage des prestations - En cours de marché, dès modification
Présentation du Plan Assurance Qualité	Chaque responsable de site concerné	- Dans les 6 mois à compter de la date de démarrage des prestations.
Mise en place des moyens matériels utiles	Responsable du projet UPN & chaque responsable de site concerné	- Dès l'exécution du marché
Déploiement global des tenues des agents et EPI	Responsable du projet UPN & chaque responsable de site concerné	En dehors de la « maintenance propreté » au plus tard à date de démarrage des prestations Pour les agents de la « maintenance propreté » au plus tard 30 jours après
Mise en place des équipements de fournitures sanitaires	Responsable du projet UPN & chaque responsable de site concerné	- Au plus tard 15 jours après le démarrage des prestations

ARTICLE 40 – MARCHE NEGOCIE SIMILAIRE

En application des dispositions des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la Commande Publique, un marché négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché peut être conclu avec le titulaire au plus tard trois ans après la notification du présent marché.

ARTICLE 41 – LITIGES

41.1– Règlement à l’amiable

Les parties peuvent recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

41.2 – Règlement à juridictionnel

En cas de recours contentieux, le tribunal territorialement compétent est celui dans le ressort duquel est exécuté le marché.

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise

2-4 Boulevard Hautil

95000 Cergy

Tél : 01 30 7 34 00

Télécopie : 01 30 17 34 59

Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

ARTICLE 42 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Article du CCAP dérogeant	Article du CCAG-FCS dérogé
1.6	3.1
4.1	4.1
4.3	4.2.1
4.3	4.2.2
26.2	25
30	14